



Macron et Lecornu tentent d'imposer un budget austéritaire de 54 milliards de coupes dans les dépenses publiques et de remettre en cause les droits de toutes et tous les salariés :

RETRAIT DU PLAN MACRON LECORNU

Toutes et tous en grève et manifestation le 29 septembre !

Le 17 septembre, le ministre Lecornu a annoncé un projet de loi de finances 2027 d'une violence inouïe : 54 milliards d'euros de coupes budgétaires !!! **54 milliards d'économies budgétaires, qui toucheraient les services publics, les fonctionnaires, les plus précaires, les retraités, les malades !**

Pour les fonctionnaires, alors que la précarisation des personnels de l'Éducation nationale se généralise et que les AESH ont des salaires indécents, **le gouvernement annonce une nouvelle année blanche, avec un gel du point d'indice pour la troisième année consécutive ! Les retraités** sont aussi particulièrement dans la ligne de mire du gouvernement **avec l'annonce de la désindexation des retraites.**

Le bilan de la rentrée, dans notre département, est pourtant catastrophique, faute de moyens : des classes et ULIS sans enseignants, des collègues à temps partiel sans complément de service, la grande majorité des titulaires remplaçants positionnés dès le jour de rentrée sur des postes vacants, des milliers d'AESH manquantes pour répondre aux notifications des élèves en situation de handicap, des RASED incomplets et 185 fermetures de classes !

A cela s'ajoute l'état du bâti scolaire inadapté aux épisodes de fortes chaleurs qui a entraîné la désorganisation des écoles et la mise en danger des personnels et des élèves durant la fin de l'année scolaire dernière. Ces difficultés ont fortement dégradé les conditions d'examens et de réussite des collégiens et lycéens. Combien de temps le gouvernement va-t-il demander aux personnels d'accueillir les élèves dans des conditions qui mettent en jeu la propre santé des agents publics ? Ce même gouvernement qui a réduit, à la rentrée, l'enveloppe déjà dérisoire pour la rénovation thermique des écoles les plus vulnérables de 60 à 20 millions !

Toujours dans notre département, **des écoles et établissements se mobilisent, souvent par la grève, depuis la rentrée,** pour exiger des moyens à la hauteur de leurs besoins, contre l'enveloppe fermée imposée par le gouvernement. Ainsi, la maternelle Casanova à Choisy-le-Roi et l'élémentaire Jean Monnet à Fresnes, en grève le 1er septembre, pour la réouverture d'une classe et l'affectation des AESH nécessaires à l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Des écoles se sont mobilisées le 7 septembre, jour du CSA sD, contre les fermetures de classes décidées à la rentrée : la maternelle Olympe de Gouges à Arcueil, la maternelle Maurice Denis à Champigny, la maternelle Les Buttes à Créteil... A l'élémentaire Montesquieu de Vitry-sur-Seine et à la maternelle Makarenko d'Ivry, les collègues se mobilisent pour maintenir une AESH sur leur école ! Au lycée Saint-Exupéry de Créteil, les personnels réunis en AG se sont mis en grève jeudi 18 septembre et lundi 21 septembre pour obtenir les personnels nécessaires au bon fonctionnement du lycée (AESH, AED, DDFPT, infirmière, proviseur adjoint...).

Et, dans cette situation, **le gouvernement multiplie ses attaques !** Il entend récupérer **54 milliards sur le dos des salariés et des fonctionnaires !** 54 milliards qui s'ajouteraient aux 40 milliards d'économies du budget 2026 ! Alors que, dans le même temps, chaque année, il accorde 80 milliards d'exonérations aux grandes entreprises !

Nos organisations syndicales ne l'acceptent pas et tiennent à exprimer leur opposition ferme à ce projet de loi de finances 2027 ; **elles exigent son abandon immédiat !**

Face à cette offensive majeure contre les droits des travailleurs, des fonctionnaires, contre la Sécurité sociale, les services publics et les retraités, il est indispensable de construire une riposte à la hauteur de l'attaque : la grève, la grève jusqu'au retrait du plan Macron Lecornu.

Plus que jamais, nos organisations syndicales réaffirment leurs revendications communes :

- **Le recrutement en masse d'enseignant·e·s** afin de pourvoir à l'ensemble des besoins pour pourvoir tous les postes et tous les remplacements dès le 1er jour d'absence., et abaisser les effectifs partout !
- **Le recrutement des 3000 AESH** qui manquent pour que toutes les notifications d'accompagnement prononcées par la MDPH 94 soient respectées ainsi que la création d'un statut de fonctionnaire d'Etat catégorie B pour ces personnels, avec un vrai salaire !
- **La création massive de postes** d'enseignant·e·s spécialisé·e·s et départs en formation pour les RASED à hauteur des besoins partout, ULIS, UE, IME... de psychologues scolaires, d'infirmier·e·s, de médecins, d'assistantes sociales.
- **Les moyens de l'éducation prioritaire à toutes les écoles dites « orphelines » et aux établissements qui les revendiquent**, le dédoublement ou l'allègement des effectifs de toutes les GS en Éducation Prioritaire.
- **Une loi de programmation scolaire, intégrant notamment la rénovation du bâti et toutes les constructions nécessaires** pour permettre que les écoles et les établissements du second degré bénéficient de l'isolation thermique, des protections solaires extérieures, de la végétalisation des cours de récréation, de la ventilation...toutes choses nécessaires pour s'adapter aux épisodes de canicule qui vont se multiplier,
- **Le retrait du plan Macron Lecornu de 54 milliards de coupes**

Pour nos organisations syndicales, dans notre département comme dans tout le territoire, **la grève est dès maintenant à l'ordre du jour pour faire reculer le gouvernement et gagner nos revendications !**

Aussi, le SNUDI-FO 94, le SNFOLC 94 , la FSU-SNUipp 94, le SNES-FSU 94, le SE-UNSA 94, la CGT Educ'action 94 et Sud éducation 94 appellent toutes et tous les collègues :

- à se réunir dans leur école, leur collège, ou leur lycée pour établir leurs revendications et discuter des moyens de les faire aboutir : grève, assemblée avec les parents d'élèves, rassemblement,...
- à se mettre massivement en grève le 29 septembre, à participer au rassemblement parisien et à se réunir sur leurs établissements pour débattre des suites.

Créteil le 22 septembre 2026